

DGM

N° 56/CA du répertoire

N° 2004-001/CA3 du greffe

Arrêt du 13 août 2014

**Affaire : HOIRS HOUNKONNOU  
GEORGES REPRESENTES PAR  
HOUNKONNOU ADOLPHE**

C/

PREFET DE L'ATLANTIQUE

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date du 15 décembre 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 05 janvier 2004 sous le n°002/GCS par laquelle les héritiers HOUNKONNOU Georges domiciliés à Kpondéhou II parcelle « V » lot 396, représentés par monsieur HOUNKONNOU Adolphe, ont saisi la haute juridiction d'un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de l'arrêt n°2/178/DEP-ATL/SG/SAD pris le 21 mars 1996 par le Préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral ;

Vu la lettre n°0168/GCS du 17 janvier 2005 mettant les requérants en demeure pour paiement de la consignation légale ;

Vu la correspondance datée du 10 février 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 23 février 2005 sous le n°0250/GCS par laquelle les requérants représentés par Adolphe HOUNKONNOU ont fait observer qu'ils retirent leur recours ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier dont l'arrêt n° 109/CA du 19 mai 2005 de la chambre administrative de la Cour suprême ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que les requérants développent que leur feu père Georges HOUNKONNOU avait, de son vivant, acquis auprès de monsieur LOKOSSOU Lucien le 20 avril 1967 un terrain sis à Ayélawadjè relevé à l'état des lieux pour le lotissement sous le numéro 1075 ;

Qu'à l'issue des opérations de lotissement, la parcelle « V » du lot 396 lui avait été attribuée ;

Que depuis 1978 ils ont toujours habité sur cette parcelle sans aucune contestation et se sont acquittés tous les ans des taxes foncières y relatives ;

Qu'à leur grande surprise, l'arrêté préfectoral n°2/178/DEP-ATL/SG/SAD du 21 mars 1996 portant retrait et attribution de leur parcelle « V » du lot 396 Kpondéhou au profit de madame AVOGNON Lucie leur a été notifié par le service des affaires domaniales de la préfecture de Cotonou ;

Que leurs différentes démarches pour le rétablissement de leur droit ainsi que leur recours gracieux au préfet n'ont pas connu de suite favorable ;

Qu'ils sollicitent donc de la Cour l'annulation de cet arrêté préfectoral.

### **EXAMEN DU RECOURS**

Considérant que par lettre en date du 10 février 2005, enregistrée au greffe le 23 février 2005 sous le n° 0250/GCS les requérants font observer que par arrêté préfectoral n°2/356/DEP-ATL/CAB/SAD du 08 octobre 2002 le préfet les a rétablis dans leurs droits sur la parcelle après avoir abrogé les dispositions de l'arrêté frauduleux objet du présent recours ;

Que leur requête adressée à la Cour en contestation de l'arrêté querellé étant de ce fait devenue sans objet, ils retirent leur plainte.

Considérant que cette correspondance des requérants est la manifestation de leur volonté de désistement au présent recours ;

Considérant que monsieur HOUNKONNOU Adolphe représentant les héritiers HOUNKONNOU Georges, comparant à



l'audience du 13 août 2014 a déclaré que cette affaire avait déjà été réglée par un arrêt de la chambre administrative de la Cour ;

Qu'il a produit à la barre l'arrêt n° 109/CA rendu le 19 mai 2005 par la chambre administrative entre monsieur HOUNKONNOU Adolphe et le préfet de l'Atlantique ;

Considérant qu'il ressort de cet arrêt de désistement qu'il s'agit de la parcelle V du lot 396 pour laquelle le préfet de l'Atlantique a rétabli les héritiers de feu HOUNKONNOU Georges ;

Qu'il y a lieu de constater que le présent recours est devenu sans objet, et qu'il n'y a pas lieu à statuer à nouveau.

**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est constaté que par arrêt n° 109/CA rendu le 19 mai 2005, la Cour a donné acte à monsieur HOUNKONNOU Adolphe de son désistement d'action dans la procédure n° 2002-52/CA ayant le même objet que la présente procédure.

**Article 2** : Il n'y a pas lieu à statuer sur la présente procédure n° 2004-001/CA3.

**Article 3** : Les frais sont à la charge du requérant.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT**;

**Etienne FIFATIN**

**Et**

**Etienne S. AHOUANKA**

}

**CONSEILLERS** ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi treize août deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat Général ;



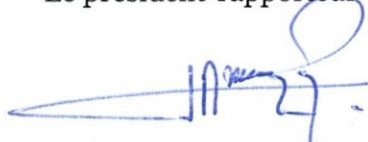
**MINISTERE PUBLIC ;**

**Calixte A. DOSSOU-KOKO**

**GREFFIER ;**

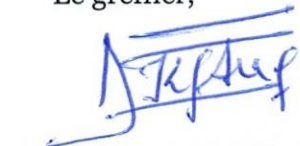
Et ont signé :

Le président-rapporteur



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le greffier,



**Calixte A. DOSSOU-KOKO**